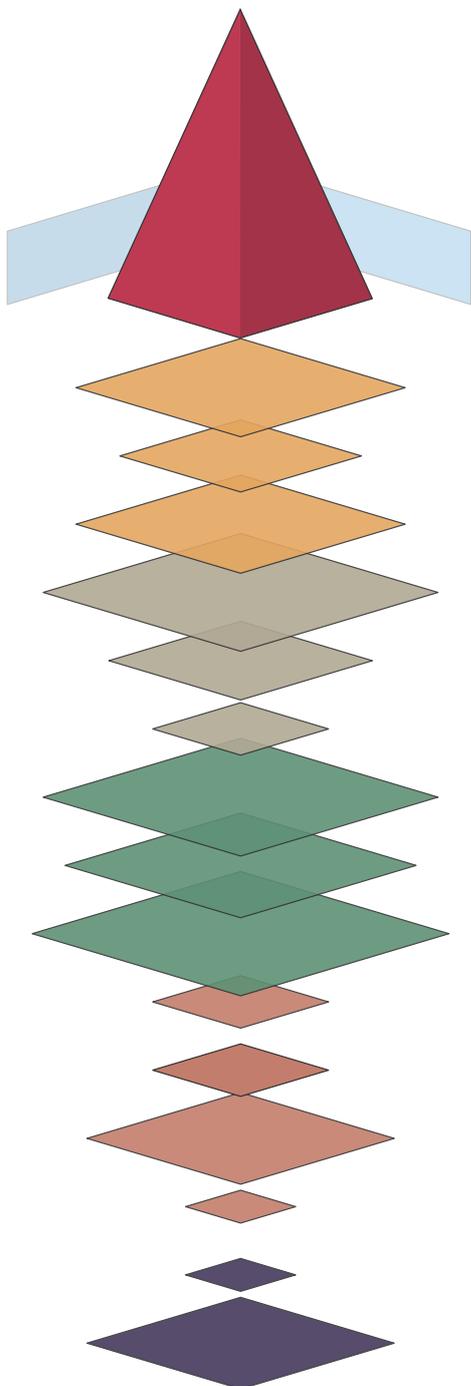




# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



7,35

## SCORE DE CRIMINALITÉ

5<sup>e</sup> sur 193 pays

1<sup>er</sup> sur 54 pays africains

1<sup>er</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale



### MARCHÉS CRIMINELS

6,20

TRAITE DES PERSONNES 7,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 5,50

RACKET D'EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION 7,50

TRAFIC D'ARMES 9,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 6,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 4,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 9,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 8,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES 9,50

COMMERCE D'HÉROÏNE 4,00

COMMERCE DE COCAÏNE 4,00

COMMERCE DE CANNABIS 7,00

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 2,50

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 2,50

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 7,00



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

8,50

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 9,00

RÉSEAUX CRIMINELS 9,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 9,00

ACTEURS ÉTRANGERS 9,00

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 6,50



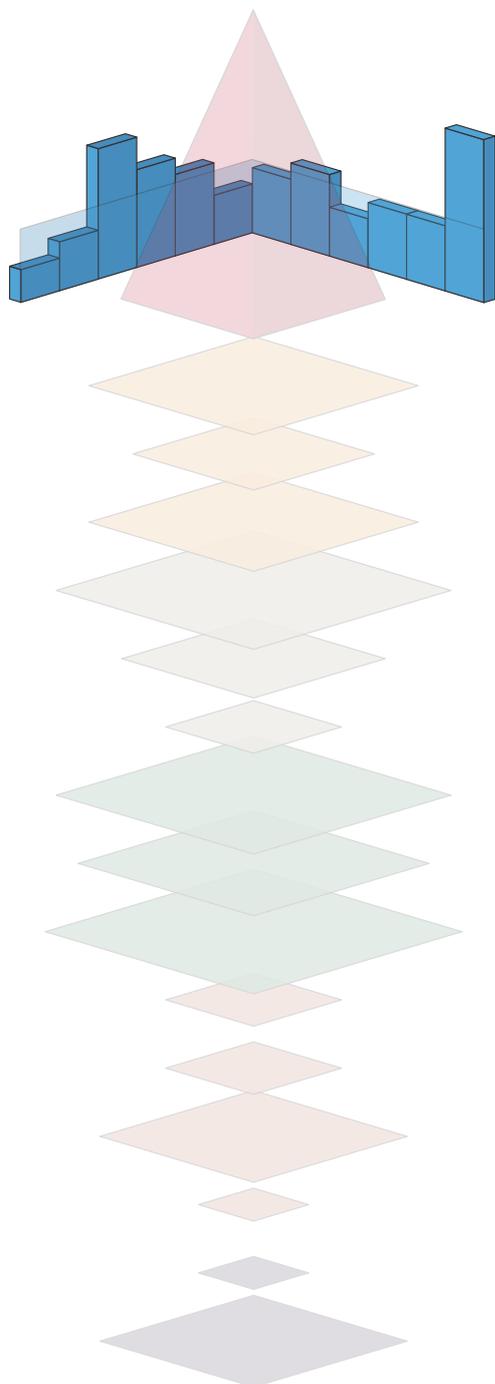
2,38

## SCORE DE RÉSILIENCE





# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU



2,38

## SCORE DE RÉSILIENCE

176<sup>e</sup> sur 193 pays

45<sup>e</sup> sur 54 pays africains

8<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **1,00**

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES  
GOUVERNEMENTS **1,50**

COOPÉRATION INTERNATIONALE **4,00**

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **3,00**

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **2,50**

FORCES DE L'ORDRE **1,50**

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **2,00**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT **2,50**

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **1,50**

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **2,00**

PREVENCIÓN **2,00**

ACTEURS NON ÉTATIQUES **5,00**



7,35

## SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS **6,20**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **8,50**



# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes est très répandue en République démocratique du Congo (RDC) et touche de larges segments de la population. La RDC reste un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants soumis au travail forcé et à la traite à des fins d'exploitation sexuelle. La traite des personnes prend également la forme du recrutement d'enfants dans des groupes armés dans les régions à l'est du pays en raison du conflit en cours, et le travail des enfants dans les mines est omniprésent. Comme les conditions de vie restent faibles et que les violations des droits de l'homme sont courantes, il est souvent difficile de détecter les cas de traite des personnes en RDC.

Les conflits, la violence et les déplacements de population qui sévissent en RDC continuent de faire du trafic d'êtres humains un moyen essentiel pour les personnes vulnérables de se déplacer dans le pays et à l'étranger. Les passeurs professionnels qui opèrent en RDC sont souvent des ressortissants sud-africains ou zimbabwéens résidant le long des frontières de la RDC. Le trafic d'êtres humains n'est toujours pas considéré comme un commerce particulièrement lucratif en RDC, ni comme un crime de premier plan, mais il continue de profiter aux quelques personnes qui peuvent se permettre de faire appel à des passeurs pour atteindre des destinations principalement européennes. Cette tendance s'est accentuée ces dernières années. Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont courants, en particulier dans l'est de la RDC, étant donné la nature prédatrice et rapace des divers groupes et gangs armés illégaux qui se disputent le contrôle et l'exploitation illicite des riches ressources naturelles de la RDC, y compris les minéraux et le bois.

### COMMERCE

Le trafic d'armes et l'utilisation d'armes illégales restent un problème majeur en RDC. Les conflits armés en RDC et dans les pays voisins tels que la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Burundi, combinés à une grande porosité des frontières, exacerbent le trafic d'armes légères et de petit calibre en RDC. Bien que la prolifération des armes favorise les conflits, les armes sont moins présentes dans les villes de l'ouest du pays et/ou dans les contextes plus « traditionnels » de la criminalité organisée. Le taux de possession d'armes est élevé en RDC et l'expansion des groupes rebelles locaux et étrangers a suscité une demande en armes et munitions illicites. En outre, des fonctionnaires, y compris des membres de l'armée et des éco-gardes, fourniraient aux groupes armés des armes

qui sont détournées vers la circulation illicite. Malgré ce problème, plusieurs gouvernements dans le monde continuent de fournir des armes à la RDC, ce qui aggrave la situation.

Certains éléments suggèrent que la RDC est un canal et un utilisateur final de produits pharmaceutiques et de médicaments contrefaits, notamment d'antibiotiques, d'antipaludéens et de vaccins contre le COVID-19. Il existe également un commerce de biens de consommation illicites soumis à accise dans le pays, exacerbé par la porosité des frontières, la gestion laxiste des frontières et les habitudes générales de commerce transfrontalier informel qui prévalent dans la région. La plupart de ces marchandises proviennent de pays tels que le Rwanda, l'Ouganda et le Cameroun. Cependant, les données relatives à ces activités sont difficiles à trouver en raison de la priorité accordée à la situation sécuritaire dans l'est de la RDC ainsi qu'à d'autres marchés de la criminalité organisée plus urgents, tels que le trafic d'armes, la criminalité liée aux ressources non renouvelables et la criminalité liée à la faune et la flore.

### ENVIRONNEMENT

La RDC abrite la plus grande forêt tropicale d'Afrique, mais elle a subi une perte importante de son couvert forestier au cours des dernières décennies. Si l'agriculture de subsistance est le principal moteur de la déforestation en RDC, l'exploitation forestière illégale est également une préoccupation majeure. La RDC est un pays d'origine pour le bois de plus grande valeur qui est trafiqué vers l'est, l'ouest et le sud à travers les pays voisins. La gouvernance forestière est largement absente en RDC. Le commerce du charbon de bois dans les régions à l'est de la RDC serait une source essentielle de revenus pour les acteurs de la criminalité et les milices. La corruption serait également présente à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement en bois, y compris lors de l'octroi des concessions industrielles et artisanales, impliquant notamment des entreprises chinoises. Les inspections des concessions forestières industrielles de la RDC ont révélé un « catalogue d'illégalité » dans tous les cas, y compris l'exploitation en dehors des zones autorisées, l'abattage d'espèces protégées, la surexploitation et la falsification des registres et des permis d'exportation. Si l'essentiel de l'exploitation forestière est le fait de grandes entreprises internationales, de petites opérations d'exploitation forestière informelles approvisionnent les marchés intérieurs. Le secteur de la culture du cacao est également une cible des groupes armés, qui s'approprient les cultures commerciales.

La biodiversité du pays, l'instabilité politique avérée, le niveau élevé de corruption et la porosité des frontières continuent de faire de la RDC une cible de choix pour les

réseaux criminels qui cherchent à transporter de l'ivoire, des écailles de pangolin, des grands félins, des cornes de rhinocéros et d'autres produits illégaux d'espèces sauvages, de l'Afrique vers l'Asie en particulier. Dans ce contexte, la RDC joue un rôle central dans la chaîne d'approvisionnement mondiale en ivoire illicite et, à ce titre, le braconnage des éléphants est un problème grave, même si des politiques plus strictes en matière d'application de la loi ont rendu le marché clandestin. Le braconnage des pangolins pour la consommation locale et l'exportation fait de la RDC une plaque tournante logistique pour le trafic d'écailles de pangolins. Certaines espèces de grands singes et de singes sont menacées par la chasse illégale pour la viande de brousse, tandis que les groupes armés se livrent à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, ce qui entraîne souvent des niveaux élevés de violence. De nouvelles études montrent que le volume du commerce de certains des produits les plus largement trafiqués, comme l'ivoire brut, les écailles de pangolin et les cornes de rhinocéros, a repris après avoir été temporairement contenu par la pandémie de COVID-19.

La RDC dispose d'une abondance de ressources non renouvelables, ce qui crée de vastes marchés criminels. En tant que pays source pour l'or, le commerce illicite de ce métal est omniprésent en RDC, les milices pro-gouvernementales et rebelles profitant du marché. Plus de 90 % de l'or de la RDC est trafiqué vers des États de la région, notamment l'Ouganda et le Rwanda, où il est souvent raffiné et exporté vers des marchés internationaux (en particulier les Émirats arabes unis) et associé à des flux financiers illicites. La RDC est également un pays source pour l'étain, le tungstène et le tantalum, des matériaux dits de conflit, qui soutiennent les groupes armés dans le pays. En outre, la corruption est largement répandue sur le marché illicite du cobalt, ce qui exacerbe l'exploitation des sites miniers de cobalt. Il est bien établi que le travail des enfants existe à proximité des sites miniers et que les groupes armés, en tandem avec les forces de l'État, profitent des divers commerces et trafics. Malgré l'implication continue des agences de coopération internationale pour aider à réguler les marchés et les ressources non renouvelables de la RDC, le commerce minier artisanal informel et illicite reste largement en dehors du marché formel et régulé par le gouvernement.

## DROGUES

La RDC est un pays de transit pour le trafic d'héroïne entre les régions de l'est et du sud de l'Afrique et l'Europe. L'héroïne est principalement trafiquée par l'aéroport international N'djili de Kinshasa, le port de Matadi et la traversée en ferry entre Kinshasa et Brazzaville, en République du Congo. La consommation intérieure d'héroïne en RDC augmente rapidement. La RDC est également un pays de transit pour la cocaïne sud-américaine, et les autorités ont intercepté d'importantes cargaisons à destination du pays. La RDC est un point de transbordement pour la cocaïne en provenance des points de débarquement en Afrique

de l'Ouest vers l'Afrique de l'Est, en particulier par voie aérienne vers le marché sud-africain. La consommation intérieure est élevée et ce commerce très violent prospère dans la capitale, Kinshasa.

La RDC est un pays de destination et d'origine pour le trafic de cannabis vers les pays voisins tels que l'Ouganda et le Burundi, et un pays de destination et de transit pour le trafic de cannabis destiné aux marchés d'Afrique du Nord ou d'Afrique australe. La consommation de cannabis dans le pays est élevée, tandis que l'instabilité intérieure, l'influence des groupes rebelles armés dans les régions frontalières et la grande porosité des frontières permettent au commerce du cannabis de prospérer. À l'inverse, le commerce de drogues de synthèse en RDC est limité, bien qu'une consommation minimale de méthamphétamine soit signalée.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante, qui vise spécifiquement les banques et les institutions financières du pays, a une grande portée, même si la détection et la divulgation de ces incidents restent faibles, notamment en raison du manque d'expertise en la matière.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Les estimations officielles des pertes causées au pays par les activités frauduleuses et la corruption s'élèvent à environ 9 milliards de dollars par an, soit près du double du budget national. Le détournement et l'utilisation abusive de fonds publics sont également des formes courantes de criminalité financière commises dans le pays aux dépens du peuple congolais. En outre, la complexité du système fiscal de la RDC incite à la corruption et à l'abus de pouvoir et nuit à l'environnement des affaires.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les groupes armés de type mafieux sont répandus dans les provinces de l'est de la RDC, avec plus de 100 groupes actifs rien que dans le Nord et le Sud-Kivu. Ces groupes se sont développés en raison de la polarisation ethnique, de l'insécurité et des violations endémiques des droits de l'homme. On pense qu'ils se livrent à des attaques contre les civils et à diverses formes de criminalité organisée, en particulier la criminalité liée aux espèces sauvages. Les gangs urbains ont également proliféré et se sont institutionnalisés dans les grandes villes en raison d'une mauvaise gouvernance urbaine et ont souvent des liens avec le personnel des forces de sécurité et les figures politiques. Il existe de nombreux réseaux criminels transnationaux impliqués dans le marché des ressources non renouvelables, en particulier l'or, qui opèrent tant au niveau local que transnational en RDC. Ces réseaux sont souvent composés de membres des forces de sécurité congolais et étrangers, d'agents des douanes,

de chefs d'entreprise et de politiciens qui coopèrent à l'exportation illégale d'ivoire, d'écaillés de pangolin et de minerais, ainsi qu'au commerce illicite d'armes, d'essence et de stupéfiants. La crise économique du pays, aggravée par la pandémie, a accentué le problème.

La corruption est endémique et les acteurs intégrés à l'État, à tous les niveaux, sont impliqués dans la criminalité organisée. L'armée nationale est impliquée dans le trafic d'armes, facilite le recrutement d'enfants soldats par des milices affiliées et se livre souvent à des exécutions extrajudiciaires, des viols et des extorsions en toute impunité. Cependant, la RDC a fait de nombreuses tentatives pour lutter contre l'impunité des violations des droits de l'homme commises par des militaires et des policiers en menant des enquêtes et en engageant des poursuites. Les fonctionnaires de police opèrent souvent un « système de coopération » dans lequel ils revendent des biens volés fournis par des gangs de jeunes. Des entreprises liées à des personnalités publiques ont été accusées de détournement de fonds et d'autres partenariats commerciaux corrompus. Des révélations récentes concernant la corruption et les crimes

financiers commis sous l'ancien président Joseph Kabila ont mis au jour un système kleptocratique qui a permis de détourner des fonds publics de la Banque centrale de la RDC, d'une société minière appartenant à l'État et d'autres sources officielles.

La RDC a une économie internationale, en particulier concernant ses marchés de ressources non renouvelables abondantes, où les entreprises chinoises exerceraient une influence considérable, aux côtés d'entreprises libanaises, sud-africaines, israéliennes et indiennes entretenant des liens étroits avec les autorités de la RDC. Les gangs criminels étrangers des pays voisins continuent d'opérer dans les zones frontalières de la RDC et sont notamment actifs dans le trafic de drogue, d'armes et d'espèces sauvages, travaillant avec des acteurs intégrés à l'État pour faciliter ces activités, associées à des activités frauduleuses dans le secteur bancaire. Compte tenu des piètres résultats du pays en matière de lutte contre la corruption, des acteurs du secteur privé sont impliqués dans des activités criminelles, malgré l'absence de données attestant concrètement de leur implication.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le leadership politique et la gouvernance en RDC sont faibles et minés par les activités criminelles d'acteurs intégrés à l'État, ce qui fait du pays l'un des États les plus fragiles au monde. Les conflits et l'instabilité de la gouvernance sont alimentés par la concurrence pour le contrôle des vastes ressources naturelles du pays, en particulier dans les provinces de l'est. Le gouvernement n'est donc pas en mesure de contrôler les services de sécurité impliqués dans des activités criminelles et le soutien apporté aux groupes rebelles. La corruption, l'inefficacité de la bureaucratie, le rétablissement après la pandémie et l'insécurité dans l'est du pays ont encore davantage entravé l'amélioration de la gouvernance. Les tensions politiques au sein du gouvernement se sont accrues à la suite de la destitution du président par intérim. Bien que le Gouvernement de la RDC soit le premier responsable de la protection des civils, la MONUSCO entreprend d'importants efforts de substitution à l'État en renforçant sa présence dans les provinces de l'est, même si elle a été touchée par l'invasion russe de l'Ukraine, ce qui souligne la faiblesse de l'État congolais face à ses nombreux problèmes. De plus, la corruption endémique entrave la capacité de gouvernance de la RDC. Les entreprises d'État dominent les industries extractives, manquent de transparence élémentaire et appliquent des pratiques corrompues en matière d'octroi de licences. Bien que des cadres de lutte contre la corruption soient en place, leur mise en œuvre et leur application font

cruellement défaut, et des accusations ont été formulées à l'encontre de politiciens qui auraient organisé de fausses campagnes de lutte contre la corruption pour s'assurer le soutien de l'Occident. Des efforts ont été faits pour améliorer la transparence dans les industries extractives. Cependant, la RDC continue de souffrir d'une « gouvernance prédatrice », et les conspirations et la méfiance caractérisent la politique congolaise. L'opacité des affaires renforce l'idée que les élites profitent de la situation au détriment du peuple congolais.

Le pays continue de dépendre de l'assistance internationale, notamment par l'intermédiaire de la MONUSCO, pour protéger les civils, soutenir les forces de l'ordre dans la lutte contre les groupes armés illégaux et soutenir les élections nationales de 2023. Il compte également sur les États-Unis pour soutenir les efforts de lutte contre la corruption dans le pays. La coopération régionale entre la RDC et ses voisins dans la région des Grands Lacs continue d'être mise en avant. La RDC est partie à un certain nombre de traités internationaux relatifs à la criminalité organisée. Sur le plan national, la RDC dispose d'un cadre juridique relatif à la criminalité organisée. Les réglementations ont également été renforcées dans les industries extractives. Cependant, la mise en œuvre de ces lois est médiocre et les pratiques d'extorsion sont courantes, le pays se situant bien en dessous de la moyenne mondiale en ce qui concerne les indicateurs de l'État de droit.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire de la RDC reste très dysfonctionnel et l'impunité est très grande pour les groupes criminels et les fonctionnaires corrompus. L'éloignement de certaines régions et la faiblesse des infrastructures font qu'il est particulièrement difficile de signaler les crimes et de les documenter. Les tribunaux sont concentrés dans les zones urbaines ; les zones rurales s'appuient sur les tribunaux coutumiers et les mécanismes de justice informelle sont donc courants dans tout le pays. Les civils sont souvent jugés par des tribunaux militaires, qui ne garantissent pas suffisamment les droits des accusés et dont les mécanismes de protection des témoins sont médiocres. En outre, l'état de siège imposé en mai 2021 et qui s'est terminé en 2022 a entraîné une augmentation des détentions et une paralysie des affaires judiciaires. Le système judiciaire est également souvent considéré comme corrompu et sujet à des manipulations politiques. Il fait souvent preuve de partialité à l'égard de l'opposition et de la société civile, tandis que les alliés du gouvernement jouissent généralement de l'impunité pour leurs abus. Les arrestations et détentions arbitraires sont courantes, tout comme les détentions préventives prolongées ; une grande partie de la population carcérale est constituée de détenus préventifs. Les prisonniers paient souvent des pots-de-vin pour éviter la torture ou satisfaire à leurs besoins de base.

Les forces de police sont dysfonctionnelles et inefficaces, même dans les grandes villes et la capitale, tandis que la capacité des forces de l'ordre locales à détecter le trafic de stupéfiants est insuffisante. La corruption est répandue dans les forces de police en raison des bas salaires et des mauvais traitements, ce qui signifie que l'intervention de la police est limitée et implique souvent des paiements illicites. La politisation des forces de l'ordre s'accroît car les hauts échelons de l'armée restent sous le contrôle du clan Kabila, divisant les services de renseignement du pays entre deux centres de pouvoir. Dans les villes, le maintien de l'ordre est de plus en plus une activité hybride, avec des groupes d'autodéfense non étatiques qui joueraient un rôle prépondérant. Les violences sexuelles et fondées sur le genre généralisées commises dans l'est de la RDC par les forces de sécurité de l'État continuent de susciter des inquiétudes et sont exacerbées par l'indiscipline de l'armée, l'impunité et l'effondrement des mécanismes de protection communautaire. Des efforts ont été déployés pour améliorer la responsabilité, ce qui a donné lieu à des réformes juridiques et à quelques poursuites très médiatisées au cours des dernières années.

La frontière de la RDC est longue et perméable et comporte de nombreux points de passage non officiels ainsi que des postes frontières officiels dépourvus de capacité à contrôler la sécurité. Par conséquent, la contrebande passe librement la frontière dans les régions de l'est, en particulier dans la ville d'Ariwara. Un poste frontière illégal a été établi sur la route principale entre la RDC et la Zambie, et la frontière avec la RCA reste totalement incontrôlée.

La situation actuelle entre la RDC et ses voisins régionaux est plus propice à la coopération bilatérale, en particulier sur le plan de la sécurité. La cyber-intégrité de la RDC est également vulnérable.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Une corruption endémique, une faible application de la loi, une économie dollarisée et un secteur informel dominant rendent le système bancaire de la RDC très vulnérable au blanchiment d'argent. Bien que le pays dispose d'un cadre réglementaire et de mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, ceux-ci ne sont pas conformes aux normes internationales. La RDC est particulièrement exposée aux risques de blanchiment d'argent liés à l'intégration des produits de la corruption dans le système financier, au détournement de fonds publics, à la fraude douanière et fiscale, au braconnage, au trafic d'espèces sauvages et forestières protégées et au trafic de minerais. Ces risques sont accrus par les vulnérabilités inhérentes à l'importance du secteur informel, à l'utilisation importante de l'argent liquide dans les transactions financières, au faible niveau d'inclusion financière et à l'inadéquation des cadres législatifs et réglementaires.

On estime que 70 % de l'économie du pays est informelle, l'instabilité politique rendant les réformes économiques difficiles. En particulier, les tentatives du gouvernement pour réduire l'exploitation minière artisanale informelle auraient échoué et ont parfois entraîné des violences dans les régions du Kasai et du Katanga. Les réseaux de patronage omniprésents, l'inefficacité bureaucratique et l'instabilité politique entravent les perspectives d'investissements internationaux. La RDC a connu une récession économique causée par la pandémie, et la reprise économique de la RDC reste vulnérable à l'impact continu des pressions démographiques, de la sécurité, des troubles politiques, de la chute des prix des produits de base et de la baisse de la demande en minerais.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le Gouvernement de la RDC ne dispose toujours pas de procédures opératoires standardisées nationales pour identifier et orienter systématiquement les victimes de la traite vers des soins appropriés, mais certaines victimes sont orientées vers des ONG sur une base ad hoc. La plupart des victimes se méfient du système en raison d'un environnement marqué par l'impunité. Les dénonciations d'abus sont susceptibles d'entraîner des représailles, et les victimes n'ont que peu ou pas de recours ou de protection de l'État, en particulier dans les cas où des acteurs intégrés à l'État sont les auteurs de ces abus. Le pays s'efforce d'empêcher le recrutement d'enfants soldats par l'intermédiaire du groupe de travail technique conjoint du gouvernement et freine le travail des enfants dans les mines de cobalt par l'intermédiaire de la Fair Cobalt Alliance, soutenue

financièrement par des donateurs privés internationaux. Les activités de répression visant à mettre un terme au commerce illicite de l'ivoire ont également augmenté, ce qui a eu pour effet de pousser le marché illicite encore plus dans la clandestinité plutôt que de le restreindre.

Il existe de nombreux acteurs non étatiques en RDC qui s'efforcent d'améliorer et de résoudre les nombreux problèmes de la RDC, qu'il s'agisse de la traite, du recrutement d'enfants soldats, du travail des enfants, de la nécessité d'une plus grande transparence dans les industries extractives ou du soutien aux réformes de la justice et judiciaires. Cependant, les organisations de la société civile sont elles aussi vulnérables aux manipulations politiques, à la corruption et aux scandales financiers, et sont également divisées entre les partisans du gouvernement et ceux de l'opposition. Les relations entre le gouvernement et la société civile se sont améliorées depuis 2018 et l'élection du nouveau président, les groupes de la société civile jouant un rôle clé dans la fourniture de services sociaux et la lutte contre la corruption. Cependant, le paysage médiatique de la RDC reste hostile et biaisé en faveur du gouvernement. La liberté d'information est régulièrement violée, comme en témoigne la fermeture périodique d'organes de presse qui s'écartent des informations pro-gouvernementales. Les violations de la liberté de la presse, notamment les arrestations, les attaques et les menaces à l'encontre des journalistes, ainsi que le saccage ou la fermeture d'organes de presse, se poursuivent à un rythme alarmant.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*